



## Question écrite

Mme Marie-Claude Varailles attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation dramatique du peuple palestinien, particulièrement dans la bande de Gaza toujours soumise à blocus par Israël et l'Égypte.

L'organisation des Nations unies (ONU) estime que ce blocus aurait coûté 17 milliards de dollars au territoire palestinien, soit 6 fois la valeur de son produit intérieur brut (PIB). La proposition récente par Israël d'un « plan de développement » de la bande de Gaza, le plan « Lapid », ne viendra pas changer fondamentalement la situation de celle-ci.

Le gouvernement israélien prétend en effet vouloir « améliorer » les conditions de vie dans l'enclave palestinienne grâce à un plan économique, mais celui-ci serait soumis à conditions. Toute attaque contre Israël serait notamment soumise à une réplique « plus forte que par le passé ». Cette perspective est inquiétante quand on considère que les seuls affrontements du mois de mai dernier ont fait 260 morts palestiniens et 13 morts israéliens.

Cette menace à peine voilée est dénoncée par les Palestiniens, qui ne voient pas dans le plan « Lapid » une perspective de développement économique. Surtout, il ne peut faire oublier que le blocus de Gaza représente une violation du droit international et du droit humanitaire. C'est pourquoi elle lui demande d'agir au sein du conseil de sécurité pour obtenir la fin des violences et des sanctions fermes contre cette violation du droit international que constitue le blocus de la bande de Gaza.